

Les foudres de Thorez n'intimident pas l'opposition

L'opposition dans le PCF existe et connaîtra d'importants succès dans la prochaine période. Ce sont les propos que nous avons tenus à maintes reprises dans les colonnes de ce journal.

Après un temps d'arrêt pendant les semaines qui suivirent la Kermesse du XIV^e Congrès, à la faveur des événements de Pologne et de Hongrie, à la faveur de l'échec de la politique de Front Unique telle que la conçoit la direction, le nombre des opposants s'accroît, les contacts se multiplient et différentes oppositions cherchent un programme à opposer à celui de la direction.

Thorez et ses subordonnés ont senti le danger. Le secrétaire général a dû, avec son plus fidèle second Marcel Servin, prendre la plume.

Il faut dénoncer ces deux articles en question qui contiennent des infamies. Ils tentent de salir, en les présentant comme des complices des fascistes qui ont attaqué le Comité Central de « l'Humanité », les militants qui, malgré leur désaccord ont défendu les sièges du Parti et ont manifesté à la République.

Thorez-Servin accusent d'abord les opposants d'être des liquidateurs de l'organisation. Pour deux raisons: parce qu'ils réclament le droit de tendance et parce qu'ils pratiquent l'activité fractionnelle. Première réponse qui pourrait leur être faite: le centralisme démocratique n'est pas incompatible avec le droit de tendance qui existait dans le Parti bolchevique du vivant de Lénine. Deuxième réponse: en réalité le groupe dirigeant du PCF constitue une fraction clandestine. Les quelques hommes qui dirigent le PCF prennent des décisions à huis-clos, demandent aux militants de les entériner sans fournir à l'organisation les documents de l'opposition internationale (textes du Parti ouvrier polonais, textes de la Ligue des Communistes yougoslaves, textes du Parti Communiste italien) et de l'opposition dans le Parti français (innombrables lettres envoyées au Comité Central qui n'ont jamais parues dans la Tribune de discussion, délégations préfabriquées aux Conférences et au Congrès, etc.). Les liquidateurs, ce sont les Thorez-Duclos-Fajon-Servin qui, par toutes sortes de manœuvres ont imposé leur ligne cautionnée.

Cette direction ne craint rien autant que la discussion démocratique, la libre confrontation idéologique sans menaces et sans injures. Elle n'a que mépris pour le cercle Petöfi. Mais si les opposants sont l'équivalent du cercle Petöfi, Servin-Thorez avouent du même coup qu'ils assument le rôle de Rakosi.

Toutes les adjurations de Thorez-Servin revien-

nent finalement à prôner le maintien du régime de la caserne à l'intérieur du Parti, le règne des adjudants. Sous les phrases ronflantes, c'est le mépris et la méfiance envers la classe ouvrière.

Toujours, d'après Servin, la direction actuelle serait composée des hommes les plus capables, les plus doués et, ajoute Maurice Thorez, la classe ouvrière accepte toutes les positions du P.C.F.: « l'Humanité » cite d'ailleurs une longue liste de communiqués de victoires alors que la journée de protestation contre les attaques fascistes a été dans l'ensemble un échec, alors que l'unité à cause de la politique de la direction PCF qui entretient la méfiance ouvrière et qui alimente la basse démagogie du « Populaire », se pose en des termes de plus en plus difficiles.

Pour terminer, l'opposition est qualifiée par Thorez-Servin d'opportuniste. Il ne faut pas nier qu'il existe des intellectuels qui pensent que la lutte des classes est dépassée. Mais, parmi eux, les éléments les plus conscients considèrent que c'est la politique du PCF qui est opportuniste. Ils critiquent le soutien du gouvernement Guy Mollet, le vote des pouvoirs spéciaux, ils rendent responsables la direction de leur Parti de la démobilisation des masses dans la lutte contre

la guerre d'Algérie, l'expédition égyptienne et pour les revendications. Mais si Thorez emploie le terme d'opportuniste, c'est qu'il veut se faire passer aux yeux des ouvriers communistes comme le champion de la lutte de classe. C'est un procédé facile pour opposer les intellectuels au reste du Parti.

La politique de Thorez, la politique stalinienne doit avant tout être dénoncée comme une politique, faite de manœuvres arbitraires dictées par la bureaucratie d'URSS et non pas inspirée par les principes de la lutte des classes.

Malgré toutes les infamies thoreziennes, malgré toutes les tentatives de division, la fusion entre les ouvriers révolutionnaires et l'avant-garde de l'opposition chez les intellectuels, s'effectuera. Et ce sera une rude épreuve pour l'actuel Bureau Politique. Thorez essaie de se consoler en se disant qu'après tout l'organisation a connu dans le passé des épreuves de ce genre. Mais c'était dans un tout autre contexte. C'était à l'époque du stalinisme triomphant. Le stalinisme est non seulement sur le déclin, mais il est entré dans la dernière phase de son déclin. Cette période verra le renouveau du mouvement communiste et ouvrier. R. MERLIN.

Le mandarin et la classe ouvrière

Sartre s'est désolidarisé du stalinisme à propos de l'intervention soviétique en Hongrie. Nous ne pouvons qu'approuver tout pas en avant de Sartre, tout rapprochement des masses en lutte. Malheureusement, cette fois encore, Sartre tout en faisant un geste positif continue d'avancer des arguments faux, détestables même.

Notons d'abord que son texte paru dans « l'Express » ne contient pas la moindre autocritique. Il n'a rien à dire sur tout ce qu'il a écrit à la louange des staliniens, sur son étude inachevée: « Les communistes et la paix », commencée en 1952 pour justifier le stalinisme, sur son article de retour de Chine dans lequel il parlait de la révolution russe sauvée le jour où le pouvoir était tombé entre « les fortes mains de Staline ».

Dans son texte récent il parle d'une révolution faite pour la première fois « à droite ». A droite de quoi? de qui? Il ne s'agissait pas de restauration du capitalisme — contrairement aux allégations réactionnaires et staliniennes — mais d'établir dans la société nouvelle un régime démocratique contre la dictature bureaucratique. Dans la société aux bases nouvelles, la droite, la

réaction est personnifiée par la bureaucratie.

Il est vrai que Sartre a une opinion de la classe ouvrière littéralement scandaleuse. Le grand moraliste de la fin et des moyens écrit en effet:

La faute la plus énorme a probablement été le rapport Khrouchtchev, car, à mon avis, la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable, et considérable, du niveau de vie de la population.

A lire ces lignes, on ne peut qu'être profondément indigné! Il ne fallait pas dire la vérité aux masses soviétiques, il fallait d'abord leur donner plus à manger!! Mais pour qui prenez-vous donc les ouvriers? On comprend que le mandarin s'entendait avec le bureaucrate stalinien: chez l'un comme chez l'autre il y a le même mépris des travailleurs, de ces travailleurs qui — comme à Budapest — ont su combattre le ventre vide pour la liberté, y compris pour celle de mandarins à la Sartre.

“ L'HUMANITE ” MENT

La presse bourgeoise ment! Mais, dès que commença la révolution en Hongrie, le 23 octobre, on put pendant plusieurs jours constater que « l'Humanité » ne publiait que les informations des journaux les plus réactionnaires et omettait tout ce qui allait à l'encontre de sa thèse: la contre-révolution prend le dessus. On avait l'impression que « l'Humanité » espérait, désirait le pire pour justifier sa thèse. Quand les troupes soviétiques intervinrent le 4 novembre pour la deuxième fois, « l'Humanité » tritura les faits d'une façon particulièrement révoltante.

Le rédacteur appelé à la plus sale besogne fut Stil, parti pour faire un reportage sur la Pologne, mais qui s'empressa de quitter ce pays où l'on n'apprécie guère plus ceux qui continuent les méthodes de Staline. Stil, voyant qu'il était difficile de calomnier les Polonais, se rendit à Budapest.

Pendant trois jours, Stil annonce: « reprise du travail dans les usines ». Or, même après avoir cessé le combat, les ouvriers de Czepel, le Renault hongrois, continuant la grève, refusant de reconnaître le gouvernement Kadar et exigeant le départ des troupes soviétiques.

« Alors que le peuple hongrois tire de plus en plus clairement les enseignements de ce qui s'est passé et notamment de la politique de capitulation de Nagy, eux (des intellectuels) en sont encore à réclamer son retour à la tête du gouvernement, la

pluralité des partis, le retrait des troupes soviétiques, la venue des troupes de l'ONU. » (Stil, 15 novembre).

Il y a un petit faux dans ce programme, à savoir « la venue des troupes de l'ONU » qui n'a pas été réclamée ni par les ouvriers ni par les intellectuels ni même par Anna Kethly, leader socialiste qui se trouve à présent aux Etats-Unis et qui a spécifié qu'elle était contre toute intervention militaire. Quant aux autres revendications, Kadar lui-même se trouve obligé de les accepter, notamment la pluralité des partis qui se placent sur le terrain de la nouvelle société.

« Un autre de ces camouflages... c'est celui de « conseils ouvriers » provisoires. Il ne faut pas oublier... dans quelles conditions ces conseils ont été constitués au cours des émeutes contre-révolutionnaires... Ils ont été installés sans élection dans des meetings organisés et encadrés par ceux qui combattent les armes à la main le pouvoir populaire... A l'usine Lang, 40 ouvriers sur 2.800 ont participé à la désignation du conseil... »

Il y a en Hongrie un « pouvoir populaire ». O combien populaire. Les masses se soulèvent contre lui. Le correspondant du journal du PC britannique, « Daily Worker » affirme que les troupes soviétiques n'ont pas combattu des fascistes, mais qu'elles « ont combattu des ouvriers, des soldats et des étudiants, et elles n'ont pas pu trouver un seul

Hongrois pour combattre à leur côté. » Le journaliste français Michel Gordey qui avait des sympathies pour l'URSS, qui avait été sensible au « dégel », rapporte ces propos de ceux qu'il a rencontrés à Budapest avant son départ: « Dites en rentrant que les hommes qui se sont battus, ils étaient des ouvriers, des communistes. Il est important qu'on le sache. »

Mais, ignorant la vérité, Stil dresse le fantastique tableau suivant: des hommes armés encadrent les ouvriers, leur font élire un conseil d'usine et leur font quitter le travail. C'est ce qu'on ose écrire dans un journal lu par des militants qui savent ce qu'est la lutte ouvrière, que celle-ci ne se déclenche pas sur commande ni surtout pas des éléments extérieurs troubles et ennemis. S'il en était ainsi dans les Démocraties populaires au bout de 10 ans de gestion, le résultat ne serait guère flatteur pour les staliniens. Enfin, pourquoi Kadar négocierait-il avec ces conseils s'ils ne représentaient rien. Quant à l'adjectif « provisoire » accolé à ces conseils, c'est Stil qui l'a lui-même fabriqué. Ce qui est désormais provisoire, c'est la possibilité pour un tel fripon d'insulter pendant longtemps les travailleurs.

Un mot encore à ce sujet. Stil accuse ces travailleurs de mots d'ordre « antisoviétiques ». Pour Stil, réclamer le départ des troupes soviétiques, c'est de l'antisoviétisme. Il n'a pas songé qu'en créant des conseils — des soviets — les travailleurs hongrois (Suite page 8.)